

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne
93-95, Avenue du Général de Gaulle – 94000 CRETEIL

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

MISSION DE MODELISATION DU SIEGE SOCIAL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières comporte 13 pages

Table des matières

1 – INTRODUCTION	3
1.1 PRESENTATION GENERALE DU RESEAU DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE	3
1.2 DEVELOPPEMENT DU BIM AU SEIN DU RESEAU DE L'ASSURANCE MALADIE.....	3
2 – LE CONTEXTE DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 OBJECTIFS DE LA CNAM AVEC LE BIM	4
2.2 OBJECTIFS DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE AVEC LE BIM.....	4
3 – LE PROJET	5
3.1 LE SITE CONCERNE PAR LA MISSION.....	5
3.2 LES CONTACTS.....	5
3.3 LES OUTILS DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	6
4 – DESCRIPTIF DE LA MISSION.....	7
4.1 ACQUISITION DES DONNEES	7
4.2 DENSITE DU NUAGE DE POINTS	7
4.3 PERIMETRE D'INTERVENTION	7
4.4 MODELISATION DU SITE	8
4.5 PRECISION DE LA MAQUETTE 3D ET DETAILS DE MODELISATION	8
4.6 LIMITES A LA MODELISATION	9
4.7 POINT D'ATTENTION.....	10
4.A PRECISIONS SUR LES DONNEES A RENSEIGNER :	10
4.B REPRESENTATION DES OUVRANTS :.....	11
4.C TRAVAUX EN COURS POUR LA CPAM DU VAL DE MARNE	11
5 – ORGANISATION DE LA MISSION	12
5.1 ORGANISATION DE POINT D'ETAPES	12
5.2 DEROULE DES INTERVENTIONS	12
5.3 PLANNING DE LA MISSION	13
6 – LES LIVRABLES	14

1 – Introduction

1.1 Présentation générale du réseau de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie

Fondé par l'Ordonnance du 4 octobre 1945, le Régime Général d'Assurance Maladie obligatoire constitue une des cinq branches de la Sécurité Sociale aux côtés des branches Retraite, Famille, Accidents du Travail et Maladie Professionnelle (AT/MP), et Recouvrement.

Le réseau actuel de la CNAM, fondé pour l'essentiel par l'Ordonnance en date du 21 août 1967, est composé de 165 organismes répartis sur le territoire national.

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (**CNAM**), dont les missions sont définies à l'article L221-1 du Code de la Sécurité Sociale, est un établissement public national à caractère administratif qui dispose de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et est placée sous le contrôle de l'Etat.

Au titre de ses missions, la CNAM pilote et contrôle un réseau d'organismes chargés de les mettre en œuvre.

Les organismes du réseau sont des établissements de droit privé chargés d'une mission de service public.

Le parc tertiaire de la CNAM est composé de 1.800.000 m² (SUB) répartis sur 1.440 bâtiments.

La politique immobilière du patrimoine tertiaire du réseau de la CNAM se déploie à deux niveaux :

- Un niveau local, puisque chaque organisme du réseau, personne morale de droit privée, dispose librement de son patrimoine qu'elle occupe en tant que propriétaire ou locataire (article R 217-1 du code de la Sécurité Sociale).
Le directeur de l'organisme, sur délégation de son conseil, exerce ses pouvoirs patrimoniaux en tant que chef d'établissement responsable de ce dernier.
- Un niveau national fondé sur l'article L 221-1-6 du Code de la Sécurité Sociale qui confie à la CNAM un double rôle de contrôle des opérations immobilières des organismes et de gestion de leur patrimoine immobilier.

1.2 Développement du BIM au sein du Réseau de l'Assurance Maladie

Conscient de l'importance de son parc immobilier et de l'intérêt de suivre au mieux son évolution, la CNAM a depuis plus de 20 ans activement développé ses moyens de gestion immobilière, notamment au travers d'un outil informatique interne au réseau.

Dans la continuité de cette démarche d'évolution, pilotée par le Département de l'Immobilier et de l'Environnement (**DIE**) de la CNAM, une **Cellule BIM** est créée en 2017.

L'appétence pour le BIM au sein de la CNAM est certaine. La poursuite de la démarche d'étude et de développement du BIM passe désormais par le lancement de projets plus concrets.

Ce cahier des charges traduit les attentes BIM de l'Assurance Maladie propre aux objectifs et aux usages BIM du réseau pour ce site. Le projet décrit ici porte sur la modélisation du bâtiment de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne (**CPAM 94**), et plus précisément de son « Siège Social », situé au 93-95, Avenue du Général de Gaulle – 94000 Créteil.

2 – Le contexte de la consultation

2.1 Objectifs de la CNAM avec le BIM

Le BIM, et plus particulièrement la Maquette Numérique, est un outil envisagé pour permettre à la CNAM et ses possibles acteurs de gestion externe, de faire évoluer leurs pratiques en gestion de patrimoine.

Avec la création de son Cahier des Charges BIM (**CDC BIM**), la CNAM souhaite promouvoir la conduite de projets en BIM pour tout ou majeure partie de ses réalisations, de moyenne ou grande ampleur.

Les projets de la CNAM sont hétérogènes et portent sur des VEFA, des VEFR ou des rénovations de petite et moyenne importance. La CNAM souhaite créer via ce **CDC BIM**, pour ses livrables en BIM, un standard de qualité unique qui uniformisera les pratiques sur la structuration des maquettes au niveau national et pour toutes les typologies de projets.

2.2 Objectifs de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne avec le BIM

La CPAM du Val-de-Marne souhaite profiter de la modélisation de son site pour créer un livrable 3D de son siège social qui permettra de faire évoluer les possibilités d'usages de ses « plans ».

Par ailleurs, la création d'une base de données structurées et l'utilisation d'une base de plans fiables sont primordiaux pour permettre à la CPAM du Val-de-Marne de développer ses techniques de gestion patrimoniale sur ce site.

Un des objectifs de la CPAM du Val-de-Marne, que l'on retrouve dans le Cahier des Charges BIM de l'Assurance Maladie, est le fait de disposer d'un détail précis des surfaces et des éléments qui constituent le bâtiment. Les surfaces par typologie de pièces, les surfaces de revêtements ou le nombre d'équipements technique sont autant de données dont la CPAM du Val-de-Marne souhaite disposer avec plus de précision et de facilité.

3 – Le Projet

3.1 Le Site concerné par la mission

Le marché détaillé ci-après concerne le siège social de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne situé au 93-95, Avenue du Général de Gaulle – 94000 Créteil.

Le bâtiment offre une surface de 16.481 m² de surface de plancher (25.122 m² SHOB). C'est un ERP de 5ème catégorie pour certains locaux, notamment au rez-de-chaussée (accueil [W], boxes de rendez-vous [W], salle de séminaire [L], salle de formation [R]).

Le reste du site est classé ERT.

Le bâtiment est se déploie sur 4 niveaux d'activités en superstructure et une toiture terrasse accessible au niveau 5. Le bâtiment compte aussi 1 niveau de sous-sol, un parking extérieur et un local technique en partie enterré abrite les équipements de chauffage urbain.

La toiture terrasse comprend des équipements techniques et des zones végétalisées.

Le bâtiment est installé sur une parcelle de 10.000 m², clôturée, arborée et disposant de places de stationnement.

Les surfaces totales connues du site sont les suivantes :

- **SHOB : 25.122 m²**
- **SUB : 15.910 m²**

Ces surfaces sont celles dont nous disposons aujourd'hui. Elles peuvent différer de la réalité.

La CPAM du Val-de-Marne est l'unique propriétaire du bâtiment. Les activités hors RDC sont uniquement administratives. Le RDC est partiellement dédié à l'accueil public.

3.2 Les contacts

La mission est pilotée par la CPAM du Val-de-Marne, assistée de la **Cellule BIM de l'Assurance Maladie**.

Lors de la réunion de démarrage, les contacts CPAM / Cellule BIM seront précisés au Titulaire.

En phase de consultation, toutes les questions sont adressées sur la plateforme.

3.3 Les outils de la Maitrise d'Ouvrage

La Maitrise d'Ouvrage est dotée de viewers dont BIM VISION et BIM Collab ZOOM.

Les fichiers échangés et/ou livrés peuvent transiter via la plateforme proposée par le prestataire. La CPAM du Val-de-Marne propose l'usage de la plateforme [France Transfert](#) pour l'envoi de fichiers volumineux.

4 – Descriptif de la Mission

4.1 Acquisition des données

La technologie imposée pour la réalisation de cette mission est la **lasergrammétrie par point fixe**.

Un nuage de points sera donc à créer à partir de l'ensemble du site. La technologie de lasers sur points fixes est à utiliser. L'usage de drones pour les extérieurs est acceptable, sous réserves que le prestataire se charge de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à leur utilisation. Le recours aux drones devra être clairement précisé dans le planning, et aucun retard ne saurait être retenu dans le refus d'autorisations de la part des autorités compétentes. Dans ce cas, le prestataire mettra tout en œuvre pour atteindre l'objectif de fin de mission fixé par le planning proposé par le présent CCTP.

La CPAM du Val-de-Marne transmettra au Titulaire les plans du site, qui sont à jour, de manière à intégrer plus aisément les éléments techniques et notamment les équipements qui pourraient être encloisonnés ou disposés en faux plafonds.

4.2 Densité du nuage de points

La précision doit permettre d'atteindre les objectifs fixés au Cahier des Charges BIM de l'Assurance Maladie.

Il est spécifiquement attendu de la part du Titulaire de réaliser l'action de lasergrammétrie des locaux techniques en couleur. L'expérience démontre qu'un effort porté sur l'amélioration de la définition du nuage de points à un niveau élevé sur ces espaces, facilite grandement en bout de chaîne le travail de modélisation, de contrôle et ainsi, améliore la phase de livraison.

Le titulaire devra prouver le recours à la lasergrammétrie couleur très haute densité des espaces concernés.

On entend locaux techniques les espaces où la densité d'équipements et réseaux visibles est importante (locaux chaufferie/ventilation, sous-sols sans faux plafonds et parcourus de réseaux...).

4.3 Périmètre d'intervention

Il est souhaité connaître avec précision les dimensions de l'enveloppe intérieure et extérieure du bâtiment. Les toitures (charpente et couverture) et l'ensemble des façades sont à relever. La surface du site et de ses pièces étant un enjeu important, la structure du bâtiment est à reporter avec attention. Le principe constructif doit être logiquement repéré et reconstruit (jointement poteaux/poutre, murs porteurs). L'ensemble des composantes structurelles du bâtiment sont à identifier et reporter. L'ouverture des faux plafonds est donc primordiale pour repérer l'ensemble des jeux de poutres/poteaux notamment, les gaines techniques, les murs structurels...

L'information « type de revêtement » sur les planchers (ou « dalle ») en paramètre de pièce doit être renseigné. Les faux planchers sont modélisés.

Le périmètre du terrain et sa topographie sont à modéliser. La surface du terrain est d'ailleurs à reporter fidèlement dans le livrable sur sa zone cadastrale.

Pour faciliter le repérage du site dans l'espace, les bâtiments avoisinants doivent être représentés. Ils seront modélisés sous forme de volumes (blanc plein de préférence – voir 3.4 du CDC BIM) et de surfaces unies (blanches) Les zones suivantes sont donc à reporter :

- La rue et les bâtiments bordant la rue Thomas Edison,
- L'avenue et les bâtiments bordant l'avenue Charles de Gaulle,
- La concession automobile, voisine du siège social,
- Les bâtiments du groupe scolaire Felix Eboué, proches de la clôture de la CPAM du Val-de-Marne.

Ces éléments sont intégrés dans un maquette « Site ».

La maquette doit répondre aux cas d'usage du Cahier des Charges BIM. En plus d'une attention particulière attendue sur la création des pièces, elles seront équipées de mobiliers.

Le mobilier s'entend : les bureaux, chaises, matériels informatiques et armoires. Ils seront d'une forme et d'une dimension équivalente aux mobiliers en place. Il n'y a pas d'attentes particulières quant au respect des matériaux et/ou coloris (préférez blanc).

L'usage du Gabarit de projet de la maîtrise d'ouvrage dans la modélisation du projet est conseillé. La maquette livrée devra en tout cas être utilisable et conforme à ce gabarit.

4.4 Modélisation du site

La modélisation du site se fera dans la continuité du nuage de points.

La/les maquette(s) 3D ainsi constituée(s) seront conformes au Cahier des Charges BIM de l'Assurance Maladie. Les objets décrits en [annexe 4 du Cahier des Charges BIM](#), sont à reporter dans la maquette dans la mesure où ils composent le bâtiment. Le Cahier des Charges BIM est un document qui se verra contractuel. Il sera à remettre signé par les candidats dans le cadre de l'offre de service pour la présente mission.

Rappel du 6.9 du CDC BIM ;

Il est essentiel que les éléments composants le bâtiment soient modélisés par les objets qui les décrivent le mieux. Il n'est pas imposé de "niveau de graphisme". L'objet est reconnu par sa forme, son nom, et les informations désignant l'objet.

L'objet doit être reconnaissable et clairement identifiable graphiquement parmi d'autres équipements quasi similaires. Exemple : un bidet et un WC. Une identification uniquement par un texte n'est pas tolérée. L'encombrement doit en outre être conforme à la réalité de l'objet prévu.

Aussi, il convient d'utiliser les objets des logiciels correspondant aux ouvrages dessinés tels que l'objet dalle pour modéliser une dalle, l'objet mur pour modéliser un mur ... Ainsi, la maîtrise d'ouvrage devra pouvoir retrouver ces objets, classer selon leur classe IFC correspondante ; IfcSlab pour dalle, IfcWall pour mur ...

La création d'objet est toutefois tolérée. Ils devront répondre aux mêmes attentes ; clairement identifiables, classés selon leur classe IFC correspondante... Une vigilance sur le poids de ces éléments créés sera observée.

4.5 Précision de la maquette 3D et détails de modélisation

L'Assurance Maladie s'est dotée d'un Cahier des Charges BIM qui permet notamment de présenter les attendus en termes de précision des livrables.

Ce Cahier des Charges BIM, en annexe de la présente consultation, est donc, sauf mention particulière au présent CCTP, à respecter dans son intégralité.

Pour mémoire, afin de respecter les attentes en termes de poids des livrables, les découpages devront se faire d'une part par métier et d'autre part, si besoin, par zone du bâtiment. Ce découpage sera à proposer pour avis de la Cellule BIM avant application. Pour ce bâtiment, idéalement, un découpage par métier est envisagé :

- ARC/Structure
- CVC/PLB
- Electricité
- Site

L'utilisation d'objets provenant de « bibliothèque constructeur » n'est pas souhaitée. Ces objets, très détaillés, sont aussi lourds de données non visées dans le cadre du Cahier des Charges BIM. Le recours à ce type de bibliothèque peut apparaître un frein au respect du Cahier des Charges BIM en termes de nommage des objets et de contrôle du poids des données. Il n'est pas demandé plus d'informations sur un élément que celles détaillées dans le Cahier des Charges BIM de l'Assurance Maladie.

4.6 Limites à la modélisation

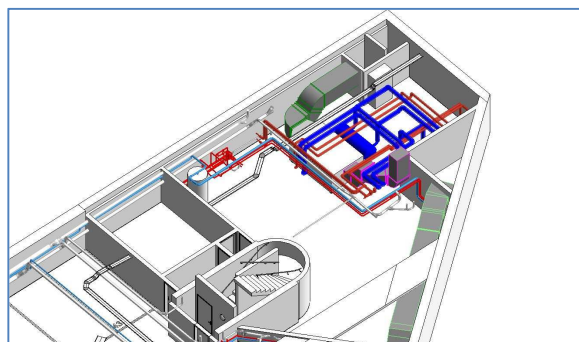
Tous les éléments qui composent le site sont à modéliser conformément aux attentes du Cahier des Charges BIM.

La CPAM du Val-de-Marne mettra à disposition du Titulaire les plans DOE du site pour faciliter la modélisation.

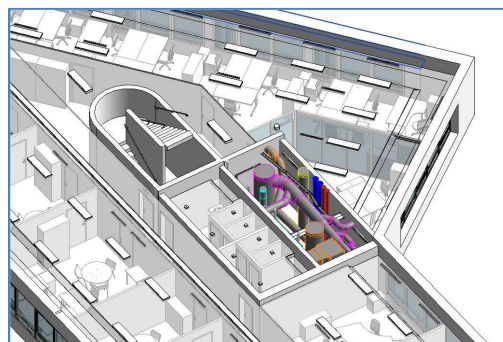
Les aspects purement décoratifs (décors de revêtements de sols, peintures, affiches, fleurs ...) ne sont, sauf demande spécifique, pas à reporter dans la maquette (*voir 5.7 et 6.9 du CDC BIM, applicables au présent CCTP*).

Pour ce qui est des réseaux de fluides (gaines de ventilation, tuyauteries, gaines et câbles électriques) ces derniers sont à modéliser dans les locaux et gaines techniques, dans les locaux spécifiques où ils sont visibles sans démontage spécifique (sous-sol) et doivent être identifiés conformément aux attentes du cahier des charges BIM (*Article 5.7 – Précision attendue*).

Les réseaux de ventilation secondaires présents en faux plafonds seront reportés lorsque c'est possible – c'est-à-dire sans dépose de faux plafonds outre mesure. Cela concerne en grande généralité les réseaux secondaires des bureaux.



Capture photo pour exemple



Capture photo pour exemple

Il n'est pas visé une modélisation des réseaux de fluides en dehors de ces espaces, en dehors des mentions spécifiques mentionnées à l'*Article 5.7 – Précision attendue* du cahier des charges BIM.

Les circuits électriques ne seront à reporter qu'au niveau des gaines techniques, sous le code prescrit au Cahier des Charges BIM (C705A). Le type de fluides (CFA/CFO/Sécurité) sera à préciser (propriété : type de fluide) et trier par sous-projet/maquette métier.

Les chemins de câbles, s'ils sont visibles (au sous-sol notamment) seront à reporter.

Les tableaux électriques sont à modéliser (Code D304A). A minima, le nom/numéro du tableau sera à reporter dans la maquette.

- **Equipements techniques :**

Les éléments techniques sont à reporter conformément au Cahier des Charges BIM. Un soin particulier sur les zones techniques est donc à prévoir. Les caractéristiques de puissance ou de marque des équipements techniques seront reportés lorsque c'est possible (informations inscrites directement sur la machine).

- **Murs extérieurs en couches séparées :**

Les murs, notamment extérieurs et/ou porteurs, sont à reporter fidèlement. Les procédés constructifs permettent de déduire aisément le type de matériaux et son épaisseur (ex : parement extérieur/voile béton/isolant intérieur/plaque de plâtre). Les plans du site (DOE) peuvent être transmis pour atteindre cet objectif.

- **Création d'objets :**

Les objets créés pour répondre aux besoins de la mission le sont dans le respect du Cahier des Charges BIM. Le Titulaire se refuse tout droit de propriété sur ces éléments créés qui feront partie intégrante de la maquette.

4.7 Point d'attention

4.a Précisions sur les données à renseigner :

Le Cahier des Charges BIM de l'Assurance Maladie est un document qui se veut générique. Certains aspects sont donc à adapter à la mission détaillée ici.

L'Annexe 4 du CDC BIM présente l'ensemble des « objets » suivis dans le cadre de nos outils informatiques actuels et qui sont à modéliser en fonction des spécificités du bâtiment.

Cette mission portant sur la modélisation d'un site existant, certaines données pourraient ne pas être renseignées : par ce que non visibles (encastrées) ou non connues.

L'annexe 4 est donc adaptée dans cette consultation pour préciser les paramètres qui devront être renseignés par le prestataire. Les autres données seront renseignées dans un second temps, après la fin de la mission, par le Maître d'Ouvrage.

L'annexe 4 présente un code couleur partageant les données renseignées par le prestataire et celles qui seront renseignées par la Maîtrise d'Ouvrage.

Pour autant, pour l'ensemble des objets modélisés, **ces attributs seront présents**, conformément au CDC BIM et à l'**annexe 4**, dans les propriétés des objets de la maquette. Les dessinateurs veilleront à ce que ces paramètres soient créés pour chaque en donnée d'occurrence.

Dans cette continuité, il est évident que les éléments non visés dans l'annexe 4 sont à modéliser. Cette modélisation respecte elle aussi les attendus du CDC BIM, comme le nommage des objets ou la précision de la modélisation. On peut penser aux dalles (IFCSlab) non spécifiquement visées, aux meubles sur mesures ... **Le nom, les dimensions et les matériaux de ces éléments sont retenus comme informations à reporter dans leurs propriétés des objets.**

4.b Représentation des ouvrants :

Une attention sera à porter sur la représentation des menuiseries extérieures.

En 2D, les portes et fenêtres ouvrantes seront représentées avec leur tracé d'ouverture, dans le bon sens d'ouverture. Une distinction sera à porter sur les porte et les fenêtres.

En élévation, les sens d'ouverture seront aussi représentés sur les portes et fenêtres.

4.c Travaux en cours pour la CPAM du Val de Marne

La CPAM du Val-de-Marne envisage des travaux de réaménagement du niveau 3 du siège social. Ces travaux seront réalisés sur la même période que la phase de modélisation du site. La maquette livrée pourrait alors être déjà obsolète à sa réception.

Le relevé scan du niveau 3 reste à réaliser en prestation de base. L'option porte sur l'adaptation du relevé aux travaux à réaliser sur la fin d'année 2025.

En option, le prestataire prévoit une prestation de mise à jour de la maquette.

L'option sera à exécuter en remplacement de la modélisation du niveau 3 « existant ».

La mise à jour concernera la quasi-totalité du 3^{ème} étage du siège, soit une surface d'environ 3420 m² sur les prestations suivantes :

- Cloisonnement,
- Déplacement / Modifications électricité
- Déplacement / Modification équipements de CVC
- Reprise de Faux plafonds – faux plancher.

La réalisation de ces travaux est envisagée pour Octobre 2025 et pour une réception avant fin décembre 2025.

La mise à jour se fera sur la base des plans transmis par la Maitrise d'Ouvrage.

Dans le cadre de cette option, l'ensemble des paramètres (dito Annexe 4) des données des éléments constructifs et/ou d'aménagements nouveaux concernés par le réaménagement seront à renseigner par le Titulaire.

« La date de mise en place » correspondra à la date de réception des travaux. Les données seront à renseigner par le Titulaire sur la base des DOE transmis par la maitrise d'ouvrage.

Les données relatives à l'occupation des pièces seront-elles renseignées par la Maitrise d'Ouvrage. Seule le numéro des pièces sera à renseigner par le Titulaire.

5 – Organisation de la mission

5.1 Organisation de point d'étapes

Des points d'étapes seront à intégrer dans le cadre de la mission et à présenter dans la note méthodologique du candidat.

Ces derniers permettront à la CPAM du Val-de-Marne et à la Cellule BIM de juger de l'avancée des opérations de lasergrammétrie et de modélisation du site. Au cours de ces rendez-vous, le prestataire pourra évoquer les points particuliers rencontrés dans l'avancement de ses prestations, par exemple :

- la manière de reporter certains éléments dans la maquette,
- la compréhension du Cahier des Charges et son respect,
- le niveau de détail à apporter sur certains éléments,
- et tout sujet susceptible de participer à la bonne réalisation de la mission détaillée dans ce CCTP.

Au terme de ces réunions d'étape, un compte rendu sera rédigé et envoyé aux participants par le Titulaire. Ce compte rendu dresse un état des lieux de l'avancement de la mission et reprend les décisions prises au cours de la réunion.

Sans validation claire et précise sur des arbitrages non précisés dans le Cahier des Charges BIM ou le présent CCTP, le Maître d'Ouvrage pourra demander une correction des livrables aux frais du Titulaire.

5.2 Déroulé des interventions

Au démarrage de la mission, une réunion de cadrage sera à prévoir.

Cette réunion permettra à la CPAM du Val-de-Marne de présenter ses contraintes éventuelles en vue de la réalisation du scan du bâtiment.

La levée des informations dans certains espaces doit être prévue à l'avance, en accord avec la CPAM du Val-de-Marne et le service concerné. Une mise au point, préalable à la transmission du planning définitif, sera utile pour repérer ces espaces.

Seront notamment évoqué les salles où un passage est soumis à contrôle, à une planification horaire particulière... Le planning de scan du prestataire doit prendre en compte ces contraintes. Le traitement en bloc, étage par étage (par exemple) n'est pas garantie.

Le référent régional assurera les échanges avec les services concernés.

Pour rappel : l'ensemble des pièces du bâtiment seront à visiter par le prestataire.

Cette réunion permettra par ailleurs d'échanger sur la méthode de scan envisagée.

La CPAM du Val-de-Marne s'engage cependant à faciliter autant que possible les interventions du prestataire et à permettre un planning de scan de manière continue.

Après cette réunion de démarrage, un planning détaillé (précis au jour près pour la phase de relevé) sera à présenter à la Maitrise d’Ouvrage. Le Candidat devra y indiquer, selon les zones visitées (étages, pièces, locaux...) et la méthodologie employée, les points de difficulté éventuellement rencontrés pour la réalisation de sa mission :

- Mobilier encombrants,
- Plafonds à ouvrir,
- Pièces verrouillées à ouvrir,
- Accès particuliers (locaux technique, toitures terrasses ...).

Ce planning ne pourra remettre en cause les temps proposés dans le cadre de la candidature.

La Maitrise d’Ouvrage mettra alors en œuvre les moyens nécessaires permettant au Titulaire d’accéder aux locaux précités.

Il est à noter que le mobilier ne sera, outre mesure, pas déplacé. Dans le cadre de leur méthodologie de travail, les candidats doivent prendre en compte que les plafonds ne seront levés que dans des zones où il est démontable et les bureaux ne seront déplacés que dans des cas spécifiques et avec l’accord de l’occupant de la pièce concernée et du Maitre d’Ouvrage. Aussi, les panneaux d’indications, affiches, divers posters et éléments de décorations muraux, ne seront dans l’extrême majorité des cas pas retirés, sauf besoin très spécifique et sous accord de l’occupant de la pièce concernée et du Maitre d’Ouvrage. Les affiches, posters, panneaux d’affichages et autres décorations ne sont pas à modéliser.

Le Titulaire prévoira de se doter d’un escabeau pour l’accès aux zones en hauteur. La remise en place du mobilier, des dalles de plafonds ou de tous autres éléments déplacés seront à la charge du Titulaire. Le prestataire prendra des mesures pour éviter toute dégradation des éléments et prendra en charge toute réparation nécessaire en raison de ses interventions. Le nettoyage des locaux pourra être imputé au Titulaire s’il est reconnu que la dégradation du local est abusive et est dû à l’intervention du Titulaire.

5.3 Planning de la mission

La méthodologie et le planning détaillé sera à la main du prestataire.

Cependant, le Maitre d’Ouvrage précise que la mission devra être finalisée **avant le 30 Novembre 2025**.

6 – Les livrables

Le nuage de point sera transmis, après « nettoyage » en tant que livrable. Il restera un outil de travail du Titulaire en vue de la modélisation du site sur un logiciel adapté.

Les livrables demandés seront les maquettes 3D ainsi créées et renseignées du bâtiment, conformément aux attentes du Cahier des Charges BIM et des prescriptions particulières précisées dans ce CCTP.

Les livrables sont fournis aux formats IFC, mais aussi natifs (RVT2024 pour la maîtrise d'ouvrage).

Les maquettes livrées devront être nettoyées de tout import CAD, images, Raster, lignes de références ...

Il est rappelé que conformément à l'article 1.5 du Cahier des Charges BIM de l'Assurance Maladie, le prestataire ne pourra se prévaloir d'aucune forme de propriété sur les documents livrés et leur contenu.

Les livrables, que ce soit pour les réunions d'échanges ou pour les validations de phases, devront être transmis via une plateforme d'échange de fichiers accessible par le Réseau Assurance Maladie.

La fin de la mission ne sera obtenue qu'après validation des livrables par le Maître d'Ouvrage.